

NIGERIA

Le futur port d'Olokola, nouvelle pièce maîtresse de la stratégie logistique du groupe Dangote

SÉNÉGAL

Standard & Poor's abaisse la note souveraine à B- avec perspective négative

BÉNIN

Interpellé à Abidjan puis extradé à Cotonou, le journaliste Comlan Sossoukpè placé sous mandat de dépôt – Reporters sans frontières dénonce

BURKINA FASO

Le ministère de l'Administration du territoire désormais en charge des élections

SOMMAIRE

POLITIQUE

ÉCONOMIE

GRAND FORMAT

SOCIÉTÉ

BURKINA FASO : DISSOLUTION DE LA COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE – LE MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE DÉSORMAIS EN CHARGE DES ÉLECTIONS	4
SÉNÉGAL : FIN DE LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE APRÈS 65 ANS – UN TOURNANT HISTORIQUE	5
MALI : L'ANCIEN PREMIER MINISTRE MOUSSA MARA ENTENDU PAR LA JUSTICE PUIS LIBÉRÉ – SES PROCHES DÉNONCENT UNE TENTATIVE D'INTIMIDATION	6
SÉNÉGAL : APRÈS LES CRITIQUES DE SONKO, DIOMAYE FAYE RASSURE – « JE N'AIS AUCUN CONFLIT AVEC LE PREMIER MINISTRE »	7
BÉNIN : INTERPELLÉ À ABIDJAN PUIS EXTRADÉ À COTONOU, LE JOURNALISTE COMLAN SOSSOUKPÈ PLACÉ SOUS MANDAT DE DÉPÔT – REPORTERS SANS FRONTIÈRES DÉNONCE	8
CÔTE D'IVOIRE : 20 ANS DE PRISON REQUIS CONTRE ABDOU LAYE FOFANA, ANCIEN AIDE DE CAMP DE GUILLAUME SORO, POUR COMPLÔT CONTRE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT	9
RDC : 300 000 FONCTIONNAIRES BIENTÔT MIS À LA RETRAITE DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	10
NIGERIA : DÉCÈS DE L'EX-PRÉSIDENT MUHAMMADU BUHARI À L'ÂGE DE 82 ANS	11
UEMOA : L'AES CLAQUE LA PORTE DE LA 2 ^E SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES EN RAISON D'UN DÉSACCORD SUR LA PRÉSIDENCE TOURNANTE	12
CÔTE D'IVOIRE : DON MELLO APPELLE À ÉLARGIR LE CHAMP DES CANDIDATURES AU SEIN DU PPA-CI ET MET EN GARDE CONTRE UN ÉVENTUEL BOYCOTT DE LA PRÉSIDENTIELLE	13
CAMEROUN : PAUL BIYA OFFICIELLEMENT CANDIDAT POUR UN HUITIÈME MANDAT PRÉSIDENTIEL	14
NIGERIA : LE FUTUR PORT D'OLOKOLA, NOUVELLE PIÈCE MAÎTRESSE DE LA STRATÉGIE LOGISTIQUE DU GROUPE DANGOTE	20
SÉNÉGAL : STANDARD & POOR'S ABASSE LA NOTE SOUVERAINE À B- AVEC PERSPECTIVE NÉGATIVE	21
CÔTE D'IVOIRE : LE GOUVERNEMENT INVITE NETFLIX À INVESTIR DANS LE CONTENU LOCAL DANS LE CADRE DE SON PARTENARIAT AVEC CANAL+	22

ABDUL SAMAD RABIU
DISCRET TITAN DE L'INDUSTRIE
AFRICaine



23 - 30

ATHLÉTISME : RUTH CHEPGETICH SUSPENDUE POUR DOPAGE – UN COUP DUR POUR LA MARATHONIENNE KÉNYANE

35

GABON : BRICE OLIGUI NGUEMA ANNONCE LA FIN DES BOURSES D'ÉTUDES POUR LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA DÈS 2026 – LES RAISONS ÉVOQUÉES

36

POLITIQUE



Politique

Burkina Faso : *Dissolution de la Commission électorale nationale indépendante – le ministère de l'Administration du territoire désormais en charge des élections*

Le gouvernement burkinabè a annoncé la dissolution de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), marquant un tournant majeur dans la gestion du processus électoral du pays. Cette décision, prise en Conseil des ministres le 16 juillet 2025, s'inscrit dans le cadre des réformes institutionnelles engagées dans le cadre de la transition en cours. Le projet de loi y afférent sera prochainement soumis à l'examen de l'Assemblée nationale de Transition.

Selon le ministère de l'Administration du territoire, désormais responsable de l'organisation des élections, cette mesure vise à préserver le processus électoral des influences politiques excessives et à limiter les ingérences étrangères. Le ministre Émile Zerbo a justifié cette réforme en évoquant la volonté de refonder l'État et d'assurer une plus grande cohérence institutionnelle.

Il a également souligné la nécessité de rationaliser les charges de fonctionnement de l'État, en rappelant que la Céni bénéficiait d'une subvention annuelle de 500 millions de francs CFA (environ 760 000 euros), un coût jugé non justifié dans le contexte actuel. Ces fonds pourraient désormais être réaffectés à d'autres priorités nationales, selon les autorités.

Cette décision a suscité de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux. L'ancien ministre de la Culture, Abdoul Karim Sango, a notamment remis en cause la pertinence du maintien d'une instance électorale dans un contexte où aucune élection n'est prévue à moyen terme. Il convient de rappeler que les activités des partis politiques sont

suspendues depuis 2022 et qu'aucun calendrier électoral n'a été fixé à ce jour.

En toile de fond, cette réforme soulève des interrogations sur la gestion de la transition politique, la nature future du processus électoral, et les garanties de transparence et d'inclusivité dans un contexte de rétrécissement de l'espace démocratique.

La dissolution de la Céni, symbole jusqu'ici de l'indépendance du processus électoral, pourrait avoir des implications profondes pour la gouvernance électorale au Burkina Faso. Reste à savoir si ce changement s'accompagnera de mécanismes solides pour garantir la crédibilité et la légitimité des futures échéances politiques dans le pays.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



**CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS**

SPÉCIALITÉS
DIABÈTE, - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE-
MEDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PEDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS
07 10 78 14 06/27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION
RIVIERA PALMERAIE, ROSIERS PROGRAMME 2, BARRIÈRE 2



Le 17 juillet 2025, le Sénégal a officiellement mis fin à 65 années de présence militaire française permanente sur son territoire. Lors d'une cérémonie au camp Geille, plus grande base militaire française à Dakar, les deux dernières installations françaises ont été rétrocédées aux autorités sénégaliennes. Le drapeau sénégalais y a été hissé en lieu et place du drapeau français, au son de l'hymne national, dans une scène hautement symbolique.

Situé dans le quartier de Ouakam, le camp Geille représentait la dernière base française en Afrique de l'Ouest. Sa fermeture, ainsi que celle de l'escale militaire de l'aéroport de Dakar, marque une reconfiguration majeure de la coopération de défense entre la France et le continent africain.

La cérémonie s'est déroulée en présence du général Mbaye Cissé, chef d'état-major des armées sénégaliennes, et du général Pascal Ianni, commandant des forces françaises en Afrique. Le moment fort a été la remise symbolique d'une clé ancienne, scellant le transfert de souveraineté.

Le général Cissé a qualifié cet événement de « tournant » dans la coopération bilatérale, affirmant l'engagement du Sénégal dans une doctrine de défense centrée sur la souveraineté nationale. Son homologue français, le général Ianni, a salué une « nouvelle étape » et un « changement nécessaire », appelant à réinventer les partenariats à l'aune des nouveaux défis sécuritaires.

Politique

Sénégal : Fin de la présence militaire française après 65 ans – un tournant historique

Cette évolution met fin à une présence militaire qui remonte à l'époque coloniale. Depuis 1960, année de la signature du premier accord de coopération, la France a joué un rôle structurant dans la formation et l'équipement de l'armée sénégalaise. À partir de 2011, le rôle des forces françaises avait évolué vers un appui à travers des formations et entraînements conjoints, dans un cadre plus restreint.

Le processus de rétrocession a été enclenché dès 2022, dans un contexte marqué par la volonté politique du Pastef, alors dans l'opposition, d'obtenir le retrait des bases militaires étrangères. Dès 2023, la France a commencé à réduire sa présence, préparant le transfert progressif des installations. Avec l'arrivée au pouvoir du Pastef, cette orientation a été formalisée, donnant lieu à la création d'une commission mixte franco-sénégalaise, qui a entamé les premières rétrocessions en mars 2025.

Malgré ce retrait, les autorités des deux pays insistent : il ne s'agit pas d'une rupture, mais de la redéfinition d'un partenariat plus équilibré. La coopération militaire se poursuivra sous une forme nouvelle, avec des missions ponctuelles envoyées depuis Paris,

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



ECLAIR CONSULTING

*la langue au service de
l'influence africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4
Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire

Politique

Mali : L'ancien Premier ministre Moussa Mara entendu par la justice puis libéré — ses proches dénoncent une tentative d'intimidation

Au Mali, l'ancien Premier ministre Moussa Mara a été remis en liberté après avoir été entendu pendant plusieurs heures par les enquêteurs de la Brigade d'investigation judiciaire. Les auditions ont eu lieu les 15 et 16 juillet, avant sa présentation au procureur du tribunal de la Commune IV de Bamako, en charge du pôle anti-cybercriminalité.

La convocation de Moussa Mara fait suite à un message publié sur les réseaux sociaux le 4 juillet, dans lequel il affirmait sa volonté de « se battre par tous les moyens ». Bien que toujours concerné par une procédure ouverte, il a pu regagner son domicile. Selon ses proches, aucune charge n'a été retenue contre lui à ce stade.

L'ancien chef du gouvernement était assisté par Me Mountaga Tall, figure politique malienne engagée pour la défense des libertés. L'instruction reste en cours, laissant au procureur la possibilité de classer l'affaire ou de la relancer ultérieurement.

Les auditions, décrites comme courtoises malgré leur gravité, ont porté sur les propos tenus par Moussa Mara. Dans son message, il dénonçait l'emprisonnement de militants politiques et d'acteurs de la société civile, qualifiés de « prisonniers d'opinion ». Il écrivait notamment :

« Aussi longtemps que dure la nuit, le soleil finira évidemment par apparaître ! Et nous nous battrons par tous les moyens pour que cela arrive, et le plus tôt possible ! »

Pour son entourage, cette affaire s'apparente à une tentative d'intimidation, visant à faire taire l'un des derniers responsables politiques à critiquer

ouvertement le régime de transition. Un proche a déclaré : « Il n'y a rien dans ce dossier. Les propos



incriminés sont parfaitement anodins. »

Oumar Berté, avocat et politologue malien, partage cet avis. Il estime que cette procédure n'a d'autre but que de museler une voix dissonante, et alerte sur les risques de condamnation si Moussa Mara persiste à s'exprimer publiquement. Il dénonce une volonté de réduire au silence une figure encore active dans le débat politique national.

À l'issue de son audition, Moussa Mara a déclaré garder confiance en la justice malienne et a appelé à la sérénité, tout en laissant planer une tension évidente autour de sa situation. Si l'affaire a, pour l'instant, débouché sur une libération, elle s'inscrit dans un climat politique marqué par une répression croissante des voix critiques.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Politique

Sénégal : Après les critiques de Sonko, Diomaye Faye rassure — « Je n'ai aucun conflit avec le Premier ministre »

Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye a tenu à apaiser les tensions qui ont émergé après les critiques formulées par son Premier ministre, Ousmane Sonko, au sujet de la gestion du pays. Lors d'une cérémonie tenue le 14 juillet 2025 pour présenter les conclusions du dialogue national sur le système politique, le chef de l'État a affirmé : « Je n'ai aucun conflit avec le Premier ministre. »

Ces déclarations interviennent après que Sonko a publiquement souligné la nécessité d'accélérer les réformes et d'améliorer la reddition des comptes. En réponse, Diomaye Faye a insisté sur l'importance de préserver la paix et la stabilité avant de s'engager dans des changements structurels. « Il est certes important de réformer nos codes des investissements, des douanes, des impôts... Mais avant de parler de réforme, il faut d'abord la paix et la stabilité politique », a-t-il déclaré, rappelant que ces conditions sont essentielles pour restaurer la confiance et attirer les investisseurs.

Le président a également tenu à rassurer l'opinion sur l'unité au sein de l'exécutif, en précisant que Sonko reste un ami proche et qu'aucune divergence de fond ne les oppose. Ces propos, largement relayés

par les médias, visent à désamorcer la polémique croissante autour d'une supposée fracture au sommet de l'État.

Sur la question de la justice, un autre point évoqué par Sonko — qui a appelé à démontrer l'indépendance effective de l'institution judiciaire — Diomaye Faye a reconnu la nécessité de « redresser » le système afin d'éviter toute forme d'instrumentalisation politique. Ces clarifications interviennent dans un contexte particulier : Ousmane Sonko fête son anniversaire ce 15 juillet. Le président de l'Assemblée nationale, El Malick Ndiaye, a également pris la parole pour réaffirmer l'unité de l'exécutif : « Rien, absolument rien, ne saurait briser le lien indéfectible qui unit le président de la République et son Premier ministre. Ensemble, ils portent les intérêts de la nation avec une détermination inébranlable à réformer et à réussir. »

À l'approche de réformes attendues et face à des défis économiques pressants, ces déclarations visent à rassurer tant les membres du parti Pastef que l'opinion publique, en mettant en avant la cohésion et la volonté de gouverner ensemble.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)

**Politique**

Bénin : Interpellé à Abidjan puis extradé à Cotonou, le journaliste Comlan Sossoukpè placé sous mandat de dépôt – Reporters sans frontières dénonce

Le journaliste béninois Hugues Comlan Sossoukpè, fondateur du journal Olofofo, a été présenté le 14 juillet 2025 à Cotonou devant le juge des libertés et de la détention de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (Criet), après son extradition de Côte d'Ivoire, où il avait été interpellé le 10 juillet. Il est poursuivi pour plusieurs infractions, notamment cyberharcèlement, incitation à la haine et à la rébellion, ainsi que l'apologie du terrorisme.

Le juge a retenu quatre chefs d'inculpation à son encontre. Placé sous mandat de dépôt, Sossoukpè a été reconduit à la maison d'arrêt de Ouidah après avoir été extrait de sa cellule, menotté et transféré au tribunal. L'audience, qui a duré plus de deux heures, a été marquée par le plaidoyer de non-culpabilité du journaliste face aux accusations portées contre lui. Malgré son statut de réfugié, censé lui garantir une protection juridique internationale, Sossoukpè a été remis aux autorités béninoises à la suite de son arrestation. Ses avocats ont demandé sa libération provisoire, un placement sous caution ou un contrôle judiciaire, mais toutes ces requêtes ont été rejetées par la chambre d'instruction. Me Aboubakar Bah Parapé, l'un de ses conseils, a exprimé sa déception en déclarant : « Nous avons plaidé devant des sourds. » Sossoukpè restera donc en détention pendant toute la durée de l'instruction, qui pourrait s'étendre jusqu'à 18 mois.

La situation a suscité des réactions au sein de la communauté internationale. Arnaud Frogier,

représentant de Reporters sans frontières (RSF), a dénoncé l'extradition d'un journaliste bénéficiant du statut de réfugié, y voyant une violation flagrante du droit international et de la Convention de Genève. Il a également critiqué les moyens déployés par l'État ivoirien pour procéder à son arrestation, les jugeant dignes d'un « criminel de haut vol ».

Cette affaire met en lumière les tensions croissantes autour de la liberté de la presse au Bénin et soulève des interrogations sur les garanties accordées aux journalistes dans un contexte politique de plus en plus sensible.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)

 CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS
DIABÈTE - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE -
MÉDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PEDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS
07 10 78 14 06/27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION
RIVIERA PALMERAIE, ROSIERS PROGRAMME 2, BARRIÈRE 2



Le tribunal de première instance d'Abidjan a entendu, le 14 juillet 2025, les réquisitions du procureur dans le procès d'Abdoulaye Fofana, ancien aide de camp de Guillaume Soro, contre lequel une peine de 20 ans d'emprisonnement a été requise. Jugé aux côtés d'une quinzaine de co-accusés, il fait face à des chefs d'accusation de « complot contre l'autorité de l'État » et de « constitution de bandes armées ».

Arrêté en mai 2022 à Abidjan, après trois ans d'exil en France, Abdoulaye Fofana avait expliqué son retour par le souhait de voir son père mourant. Toutefois, ce retour reste entouré de zones d'ombre, notamment en raison de son passage par le Burkina Faso avec de faux papiers et de ses contacts présumés avec des militaires avant son arrivée à Abidjan.

Lors du procès, plusieurs procès-verbaux d'audition ont été relus. Certains co-accusés y affirmaient que Fofana aurait évoqué des projets de coup d'État. Ce dernier a depuis retiré ces déclarations, qualifiant les accusations de simples « on-dit », ajoutant qu'un tel projet nécessiterait des moyens qu'il n'a jamais eus.

Politique

Côte d'Ivoire : 20 ans de prison requis contre Abdoulaye Fofana, ancien aide de camp de Guillaume Soro, pour complot contre l'autorité de l'État

Le procureur a rappelé avec ironie le passé militaire de l'accusé, tandis que son avocate, Me Kadidja Touré, a dénoncé un dossier « vide », reposant uniquement sur des déclarations attribuées à la légère. Elle a estimé que cette affaire visait en réalité Guillaume Soro, ancien président de l'Assemblée nationale et opposant politique en exil, dont les proches seraient régulièrement ciblés.

Me Touré a plaidé l'acquittement de son client. Le verdict est attendu pour le 28 juillet 2025. Cette affaire illustre les tensions politiques persistantes en Côte d'Ivoire, notamment autour des figures proches de Guillaume Soro, ancien Premier ministre et chef de file d'un mouvement d'opposition.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



ECLAIR CONSULTING
*la langue au service de
l'influence africaine*

En savoir plus:
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4
Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire

Politique

RDC : 300 000 fonctionnaires bientôt mis à la retraite dans le cadre de la réforme de l'administration publique

La République Démocratique du Congo (RDC) s'apprête à relancer un processus crucial dans sa réforme de l'État : la mise à la retraite de plus de 300 000 agents publics. Bloqué depuis 2023, ce projet vise à rajeunir une administration surchargée, tout en respectant les engagements contractés avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Le gouvernement a élaboré un plan décennal, couvrant la période 2025-2035, pour rationaliser la gestion des effectifs de la fonction publique. Ces dernières années, l'administration a souffert d'un recrutement massif, souvent non budgétisé. Jean-Pierre Lihau, vice-Premier ministre en charge de la Fonction publique, a rappelé qu'entre 2017 et 2018, près d'un million de personnes avaient été recrutées en période électorale, sans provisions financières, générant un grand nombre de frustrations chez les jeunes fonctionnaires.

L'administration publique compte actuellement quelque 1,425 million d'agents. La mise à la retraite est perçue comme un levier stratégique pour assainir le secteur, améliorer l'efficacité des services publics, et optimiser la gestion des ressources humaines. Le plan repose sur deux piliers principaux :

Un mécanisme budgétaire classique, avec un montant mensuel de 20 milliards de francs congolais (environ 7 millions de dollars) versé sur un sous-compte dédié à la Banque centrale.

Un mécanisme innovant, à partir de 2026, impliquant les banques commerciales qui pourraient avancer les indemnités de retraite aux fonctionnaires. L'État rembourserait ensuite ces avances mensuellement, sans surcoût budgétaire.

Pour piloter cette réforme, une commission technique



interinstitutionnelle sera mise en place. Elle réunira des représentants de la Fonction publique, du Budget, des Finances, de la Présidence, de la Primature et de la Caisse nationale de sécurité sociale des agents publics de l'État.

Cette initiative marque une avancée majeure dans la modernisation de l'administration congolaise. Elle vise à répondre à la fois aux attentes des fonctionnaires et aux exigences économiques du pays, dans un contexte où l'efficacité et la soutenabilité de l'appareil d'État sont devenues des priorités.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Politique

Nigeria : Décès de l'ex-président Muhammadu Buhari à l'âge de 82 ans

L'ancien président du Nigeria, Muhammadu Buhari, est décédé dimanche 13 juillet à Londres, à l'âge de 82 ans, des suites d'une longue maladie. La nouvelle a été confirmée par la présidence nigériane et relayée par son ancien porte-parole, Garba Shehu, sur les réseaux sociaux. Selon les autorités, Buhari est mort à 15h30. Des dispositions ont été prises pour rapatrier son corps au Nigeria.

L'actuel président, Bola Tinubu, a salué la mémoire de son prédécesseur, le décrivant comme un « patriote, soldat et homme d'État » qui a su faire preuve de force et d'intégrité dans les moments difficiles. En signe de deuil national, les drapeaux seront mis en berne à travers le pays. Des messages de condoléances ont afflué, notamment de la part du président sierra-léonais Julius Maada Bio et de la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce, Ngozi Okonjo-Iweala.

Le parcours de Muhammadu Buhari a été jalonné de controverses, notamment en lien avec le système de santé nigérien. Ses séjours répétés à l'étranger pour des soins médicaux ont suscité de vives critiques, notamment sur le manque de transparence de son administration et les inquiétudes liées à la vacance du pouvoir durant ses absences prolongées. Son

ancien porte-parole a récemment admis avoir inventé une histoire en 2017 pour détourner l'attention médiatique sur son état de santé, alors qu'il se trouvait en convalescence au Royaume-Uni.

Buhari a marqué l'histoire politique du Nigeria en devenant, en 2015, le premier candidat d'opposition à remporter une élection présidentielle face à un président sortant. Son élection avait suscité de grands espoirs de changement, notamment dans la lutte contre la corruption et l'insécurité. Toutefois, son bilan reste mitigé. De nombreux observateurs lui reprochent son incapacité à résoudre les défis économiques et sécuritaires du pays. Il a tout de même été réélu en 2019, bien que son leadership ait été vivement critiqué, notamment par l'écrivaine nigériane Chimamanda Ngozi Adichie, qui a dénoncé « l'inefficacité » de son gouvernement.

Le décès de Muhammadu Buhari marque la fin d'une époque dans l'histoire politique du Nigeria, un pays aux ressources abondantes mais en proie à des défis persistants. Son héritage, entre espoirs trahis et moments décisifs, continuera de susciter débats et réflexions dans les années à venir.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



Les représentants des États membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont quitté la 2^e session ordinaire annuelle du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), tenue vendredi à Lomé, au Togo. Cette décision fait suite à un désaccord portant sur la désignation du Burkina Faso pour assurer la présidence tournante du Conseil, conformément aux dispositions du traité de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA).

Selon un communiqué des autorités burkinabè relayé par la télévision publique (RTB), l'article 11 du traité de l'UMOA stipule que la présidence du Conseil des ministres est assurée, à tour de rôle, par l'un des ministres chargés des Finances des États membres, pour un mandat de deux ans. Actuellement exercée par la Côte d'Ivoire, cette présidence aurait dû revenir au Burkina Faso à l'issue de la session, conformément à l'ordre statutaire.

Cependant, faute de consensus autour de cette passation, les délégations du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont décidé de se retirer de la réunion. À ce stade, l'UEMOA n'a pas encore réagi publiquement à cet incident.

Politique

UEMOA : L'AES claque la porte de la 2^e session du Conseil des ministres en raison d'un désaccord sur la présidence tournante

L'AES, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger, couvre l'espace transfrontalier du Liptako-Gourma, au cœur du Sahel. Ces trois pays ont récemment quitté la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dénonçant l'influence excessive de « puissances étrangères » sur ses décisions.

Cet épisode reflète les tensions persistantes au sein des institutions régionales et illustre les difficultés rencontrées par les pays sahéliens dans leur quête d'une souveraineté politique et économique accrue, dans un contexte de recomposition géopolitique en Afrique de l'Ouest.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

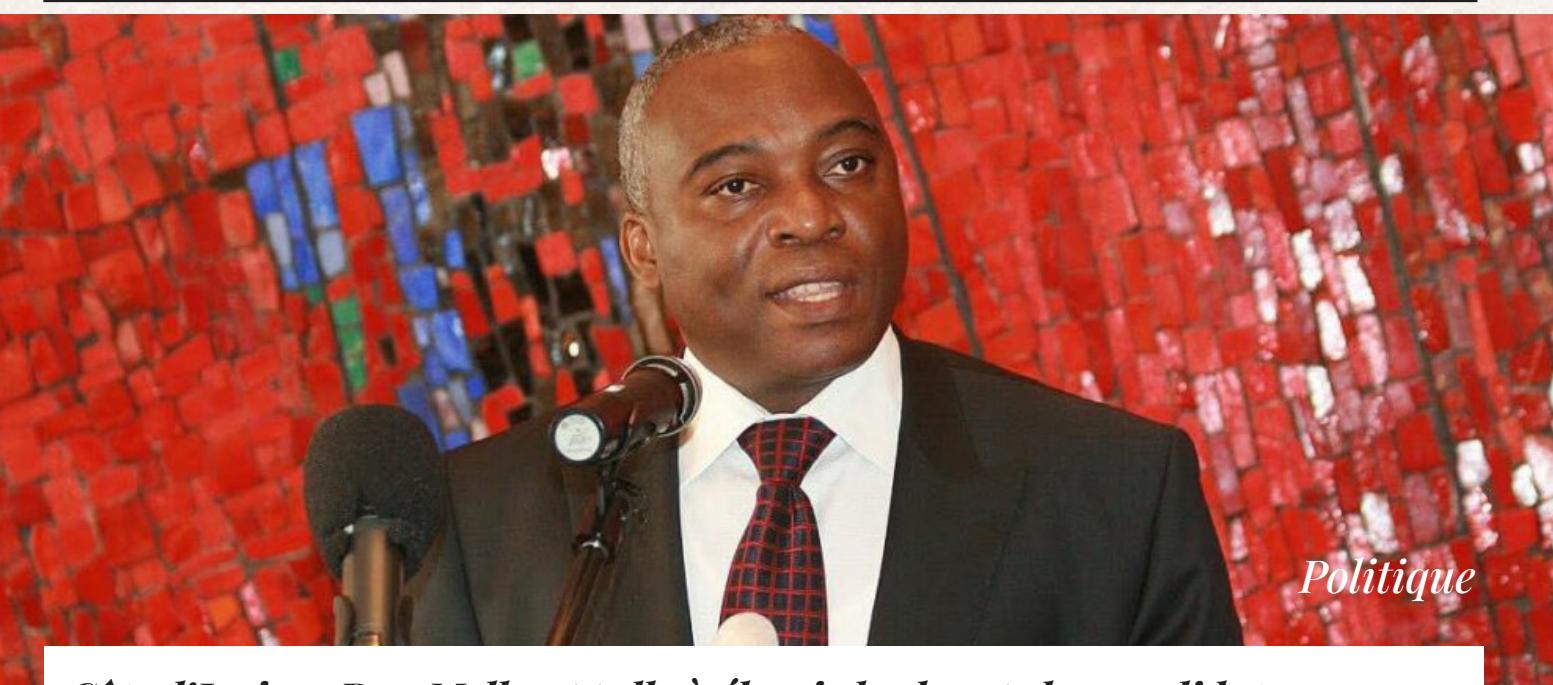


ECLAIR CONSULTING
*la langue au service de
l'influence africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4
Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire



Politique

Côte d'Ivoire : Don Mello appelle à élargir le champ des candidatures au sein du PPA-CI et met en garde contre un éventuel boycott de la présidentielle

À un peu plus d'un mois de la clôture du dépôt des candidatures pour la présidentielle d'octobre 2025 en Côte d'Ivoire, une voix de poids s'élève au sein du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI). Ahoua Don Mello, vice-président du parti, a adressé une lettre ouverte à l'ancien président Laurent Gbagbo, plaident pour une stratégie de « précaution » visant à élargir le champ des candidatures au sein du parti. Dans ce courrier, Don Mello propose que deux ou trois cadres du PPA-CI déposent leur candidature afin d'assurer la participation du parti au scrutin, dans l'éventualité où Laurent Gbagbo resterait inéligible. « Ce ne sont pas des candidatures de substitution », précise-t-il, ajoutant qu'elles deviendraient « caduques » si une solution politique permettait à Gbagbo de se présenter.

Il suggère par ailleurs la convocation d'une convention extraordinaire pour désigner, parmi les candidatures validées par le Conseil constitutionnel, le candidat officiel du parti. Don Mello met en garde contre le risque d'un boycott électoral, qu'il estime préjudiciable à l'avenir politique du PPA-CI. Selon lui, une telle posture affaiblirait durablement le parti et l'exclurait du jeu institutionnel.

La direction du PPA-CI a rapidement réagi à cette sortie. Dans un communiqué publié dimanche après-midi, elle a exprimé sa surprise, affirmant que le document de Don Mello « n'a jamais été enregistré ni soumis aux instances du parti ». Le communiqué réaffirme par ailleurs que Laurent Gbagbo demeure, à ce jour, le seul candidat désigné du PPA-CI pour l'élection présidentielle d'octobre.

Il convient de rappeler que l'ancien chef de l'État reste inéligible, ayant été radié des listes électorales depuis 2020 à la suite de sa condamnation à 20 ans de prison dans l'affaire dite de la « casse de la BCEAO ». Cette situation continue d'alimenter l'incertitude autour de la stratégie électorale du PPA-CI. Alors que le climat politique se tend à l'approche du scrutin, la prise de position d'Ahoua Don Mello pourrait raviver le débat interne sur la nécessité d'adapter la ligne du parti pour préserver sa visibilité et son influence dans l'arène politique ivoirienne.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



**CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS**

SPÉCIALITÉS
DIABÈTE, - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE-
MEDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PEDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS
07 10 78 14 06/27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION
RIVIERA PALMERAIE, ROSIERS PROGRAMME 2, BARRIÈRE 2

Politique

Cameroun : Paul Biya officiellement candidat pour un huitième mandat présidentiel

Le président camerounais Paul Biya a officiellement annoncé sa candidature pour un huitième mandat à l'élection présidentielle prévue le 12 octobre 2025. Dans une publication sur son compte X, il a déclaré : « Je suis candidat à l'élection présidentielle du 12 octobre 2025 », affirmant sa détermination à servir le pays face aux défis actuels.

Dans son message, Paul Biya a souligné son engagement à « assurer la sécurité et le bien-être des filles et fils de notre cher et beau pays », tout en reconnaissant que des résultats « visibles et appréciables » ont été obtenus, mais qu'il reste encore « beaucoup à faire ». Il a également évoqué un « environnement international de plus en plus contraignant » et a répondu aux « appels pressants » venus des dix régions du Cameroun et de la diaspora l'invitant à se représenter.

Cette annonce a été faite en dehors du cadre de son parti, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), sans consultation préalable des instances dirigeantes de la formation politique. À 92 ans, et après près de 43 ans au pouvoir, Paul Biya se prépare ainsi à briguer un huitième septennat consécutif.

La décision de Paul Biya suscite des réactions mitigées. D'un côté, certaines voix l'appellent à passer le relais, tandis que d'autres réaffirment leur soutien. Le camp Biya a récemment connu des défections notables, notamment celle d'Issa Tchiroma Bakary, ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, qui a quitté le gouvernement pour se porter candidat à la présidentielle sous la bannière de son parti, le FSNC. De même, Bello Bouba Maïgari, ancien Premier ministre et responsable de l'UNDP, a également annoncé sa candidature, marquant une rupture avec le président après près de trente ans d'alliance.

Début juillet, le secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh, a organisé des concertations avec les élus et ministres des dix régions pour discuter du soutien au président. Le quotidien gouvernemental



Cameroon Tribune a rapporté que des partis comme l'ANDP et le MDR ont exprimé leur volonté de continuer à soutenir Paul Biya lors du prochain scrutin.

Dans une récente interview accordée à un média français, le ministre de la Communication, René-Emmanuel Sadi, avait laissé planer le doute sur la candidature de Biya, déclarant que c'était « du 50/50 », ce qui a alimenté les spéculations sur l'avenir politique du chef de l'État.

Parmi les opposants, Maurice Kamto, arrivé deuxième lors de la présidentielle de 2018, et Cabral Libii, figure montante de l'opposition, sont déjà en lice pour le scrutin d'octobre. La date limite de dépôt des candidatures a été fixée au 21 juillet.

L'annonce de la candidature de Paul Biya marque une étape importante dans le paysage politique camerounais, alors que le pays se prépare à un scrutin potentiellement décisif pour son avenir.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

ÉCONOMIE



Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique»

La santé mentale au travail est un enjeu devenu incontournable pour les entreprises dans le monde entier.

En Afrique, et particulièrement en Côte d'Ivoire, ce sujet reste pourtant encore largement sous-estimé, souvent relégué au second plan derrière les enjeux de performance, de rentabilité ou de productivité. Pourtant, le bien-être psychologique des collaborateurs est un levier stratégique majeur : il impacte directement la motivation, la créativité, la fidélisation des talents, la qualité du management et, in fine, les résultats économiques. Burn-out, démotivation, stress chronique, isolement en télétravail, charge mentale mal maîtrisée... autant de réalités invisibles qui touchent aujourd'hui de nombreux salariés et dirigeants, souvent sans que les entreprises ne sachent comment les identifier, les prévenir ou les gérer. Le coût humain est considérable, mais les conséquences pour l'organisation le sont tout autant : absentéisme, baisse de la performance collective, turn-over, climat social dégradé.

Chez YODAN, nous sommes convaincus qu'il est urgent de briser le silence et d'accompagner les organisations africaines à mieux intégrer la santé mentale dans leur stratégie de management et de développement.

C'est pourquoi nous lançons cette série éditoriale : «Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique».

Chaque épisode de cette série vous apportera des clés de compréhension, des bonnes pratiques et des pistes d'action concrètes adaptées à notre contexte socioculturel.

Notre ambition est simple : contribuer à bâtir des environnements de travail plus sains, plus humains et plus performants, en Côte d'Ivoire comme partout sur le continent.

Bonne lecture, et surtout, n'hésitez pas à engager la discussion avec nous !



LE COÛT CACHÉ DU MAL-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE EN ENTREPRISE : ABSENTÉISME, TURN- OVER, DÉMOTIVATION

Par
Dr Parfait Touré, CEO
YODAN

La santé mentale en entreprise est souvent abordée sous l'angle du bien-être humain ou de la responsabilité sociale. Or, il est temps de rappeler qu'elle constitue aussi un enjeu économique stratégique pour les entreprises, y compris en Afrique. Derrière chaque salarié en souffrance psychologique se cachent des coûts invisibles mais bien réels : baisse de la productivité, désengagement, erreurs professionnelles, conflits internes, absentéisme, et parfois même départs non anticipés. Ce coût, bien qu'invisible dans les lignes comptables immédiates, peut devenir à terme un frein majeur à la croissance et à la performance durable de l'entreprise.

Il finit souvent par s'absenter, que ce soit par arrêt maladie ou par des absences répétées et non justifiées. Derrière ces absences, l'entreprise doit réorganiser les équipes, reporter des livrables, ou surcharger les collègues, créant ainsi un cercle vicieux où le mal-être se propage. Ce phénomène est encore plus critique dans les PME ou les start-up où les effectifs sont réduits, rendant chaque absence d'autant plus pénalisante pour l'activité.

Un autre indicateur tout aussi coûteux est le turn-over, c'est-à-dire le départ volontaire ou forcé des collaborateurs. Lorsqu'un salarié quitte l'entreprise à cause d'un environnement de travail toxique, d'une pression excessive ou d'un manque de reconnaissance, l'entreprise perd non seulement une compétence, mais elle doit aussi engager des coûts de recrutement, de formation et d'intégration d'un nouveau

En Afrique, ce sujet est encore largement sous-estimé. La culture de la «débrouillardise», l'importance accordée à la productivité visible et la faible prise en compte des risques psychosociaux contribuent à rendre ce coût presque indétectable pour de nombreux dirigeants. Pourtant, les effets du mal-être psychologique au travail sont bien là, et leurs impacts se mesurent déjà dans les performances des équipes.

L'un des premiers indicateurs est l'absentéisme. Lorsqu'un salarié est en détresse psychologique — qu'il soit victime de burn-out, d'un stress chronique ou d'un épuisement émotionnel

collaborateur. Selon certaines études menées dans les pays industrialisés, le coût du remplacement d'un salarié peut représenter entre six mois et un an de salaire, en tenant compte des pertes de productivité, des frais administratifs et du temps nécessaire pour que le nouvel arrivant atteigne son plein potentiel. En Afrique, ces coûts sont rarement calculés, mais les pertes en compétences stratégiques, notamment dans les secteurs en tension, sont une réalité que beaucoup d'entreprises constatent sans toujours en mesurer les raisons profondes.

La démotivation, quant à elle, est sans doute le coût le plus silencieux et le plus difficile à détecter. Un salarié démotivé est souvent physiquement présent mais mentalement absent. Il fait le strict minimum,

évite les initiatives, prend peu de risques et peut même devenir une source de démobilisation pour le reste de l'équipe. Ce phénomène de «présentéisme passif», bien connu des experts en santé au travail, est redoutable car il s'installe insidieusement, sans déclencher d'alerte immédiate. Il mine la performance collective, freine l'innovation et dégrade la qualité du service ou du produit proposé par l'entreprise.

Ces coûts s'additionnent et finissent par peser lourdement sur les résultats de l'entreprise. Plus grave encore, ils fragilisent sa réputation, sa marque employeur et sa capacité à attirer de nouveaux talents. Les jeunes générations, notamment les talents africains les plus qualifiés, sont de plus en plus sensibles à la qualité de vie au travail et à la santé mentale. Une entreprise perçue comme toxique ou négligente en matière de bien-être psychologique risque de voir ses meilleurs éléments partir, ou de peiner à recruter les profils dont elle a besoin pour se développer. Pourtant, il existe des solutions simples et accessibles pour limiter ces coûts cachés. La première étape est de reconnaître l'existence du problème, de mesurer régulièrement le

climat social et le niveau de bien-être des équipes à travers des enquêtes internes, des entretiens individuels ou des baromètres RH. La deuxième étape est de mettre en place des actions concrètes, comme la formation des managers à la détection des signaux faibles, la création d'espaces d'écoute et de dialogue, ou l'accompagnement des salariés en difficulté par des professionnels de la santé mentale.

Enfin, il est essentiel de placer la santé mentale au cœur de la stratégie d'entreprise, non pas comme une option, mais comme un véritable levier de performance. Une entreprise qui prend soin de ses collaborateurs investit dans sa productivité, sa résilience et sa compétitivité.

Chez YODAN, nous accompagnons les entreprises à mesurer et à réduire ces coûts cachés en déployant des solutions adaptées à leur contexte et à leurs moyens. Parce que nous sommes convaincus qu'il est possible de concilier performance économique et bien-être humain, nous aidons les organisations à transformer ce défi en opportunité de croissance durable.



Améliorer la santé mentale
au travail



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>
(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire

Nigeria : Le futur port d'Olokola, nouvelle pièce maîtresse de la stratégie logistique du groupe Dangote

Economie



Le géant nigérian Dangote Group accélère ses investissements dans les infrastructures stratégiques avec un nouveau projet ambitieux : la construction du plus grand port maritime du Nigeria dans la zone franche d'Olokola, dans l'État d'Ogun. Une demande officielle a été déposée auprès des autorités, selon plusieurs sources dont Bloomberg, confirmant la volonté d'Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, de consolider sa maîtrise de la chaîne logistique nationale et régionale.

Une réponse à la congestion chronique des ports de Lagos

Le projet intervient dans un contexte de saturation récurrente des ports d'Apapa et de Tin Can Island, poumons logistiques de Lagos, mais aussi véritables goulets d'étranglement pour le commerce nigérian. Le futur port d'Olokola pourrait ainsi désengorger ces installations, tout en proposant une alternative compétitive au port en eau profonde de Lekki, entré en service en 2023 et déjà partenaire stratégique du groupe Dangote.

La proximité géographique des deux infrastructures, si elle peut faire naître une certaine compétition sur des segments communs (conteneurs, vrac sec et liquide, produits pétroliers), pourrait aussi donner lieu à des synergies logistiques, notamment si leur développement est coordonné.

Une zone industrielle stratégique réactivée

Située à une centaine de kilomètres de Lagos, la

zone de libre-échange d'Olokola devait initialement accueillir la méga raffinerie et l'usine pétrochimique de Dangote. Mais des désaccords avec le gouvernement avaient conduit au repositionnement du projet à Lekki. Avec ce nouveau port, Olokola retrouve une centralité stratégique, au cœur d'un État d'Ogun qui s'est imposé comme le deuxième pôle industriel du pays, derrière Lagos.

Cette localisation permettra une interconnexion fluide entre les cimenteries, l'usine d'urée, et d'autres installations industrielles du groupe, tout en facilitant l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), grâce à un pipeline prévu entre le delta du Niger et la côte sud.

Un levier pour les ambitions régionales du Nigéria

Le port d'Olokola, s'il est mené à terme, pourrait devenir un hub logistique régional majeur, en appui aux ambitions du Nigeria sur le marché ouest-africain. En centralisant les flux d'engrains, actuellement traités à Lekki, et en facilitant l'accès aux marchés voisins, Dangote renforcerait non seulement sa position sur des segments stratégiques, mais aussi la résilience logistique globale du pays, souvent pénalisée par des infrastructures obsolètes ou sous-dimensionnées.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Sénégal : Standard & Poor's abaisse la note souveraine à B- avec perspective négative

Economie

L'agence de notation américaine Standard & Poor's (S&P) a de nouveau abaissé la note souveraine du Sénégal, la faisant passer à B- avec une perspective négative. Il s'agit de la deuxième dégradation consécutive, portant la note du pays à son niveau le plus bas depuis le début de son évaluation en 2000.

Cette décision est principalement motivée par la dégradation de la situation budgétaire du pays et par des besoins de financement supérieurs aux prévisions. Un audit indépendant mené par le cabinet Mazars a révélé que la dette publique du Sénégal est supérieure de 13 milliards de dollars aux estimations précédentes, portant le total à 118 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024. Ce ratio est le plus élevé parmi les pays disposant d'une notation similaire.

Selon S&P, les besoins de financement du Sénégal pourraient dépasser 25 % du PIB en 2025, en raison de déficits budgétaires importants, d'arriérés de paiement et d'une croissance rapide du service de la dette. Ces pressions devraient persister, voire s'intensifier, en 2026.

Malgré des perspectives de croissance économique encore robustes, l'agence considère désormais que la position budgétaire du pays est plus contraignante, exposant les finances publiques sénégalaises à des chocs externes plus difficilement absorbables. La nécessité d'emprunter davantage sur les marchés internationaux, dans un contexte de dégradation de la notation, pourrait alourdir les coûts d'emprunt, compliquer les discussions avec le Fonds monétaire international (FMI), retarder certains financements multilatéraux et peser sur l'accès aux prêts commerciaux.

La prochaine évaluation de la note souveraine du Sénégal par S&P est prévue pour le 16 novembre 2025. D'ici là, les observateurs suivront avec attention l'évolution des finances publiques et les décisions du gouvernement en matière de gestion budgétaire et de politique d'endettement.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



Un cabinet de conseil
engagé dans la
transformation durable

[https://athari-as.
com/](https://athari-as.com/)
+2250759956898
infos@athari-as.com

Côte d'Ivoire : Le gouvernement invite Netflix à investir dans le contenu local dans le cadre de son partenariat avec Canal+

Economie



Netflix et Canal+ Côte d'Ivoire ont officiellement lancé leur partenariat lors d'une cérémonie à Abidjan, en présence de nombreuses personnalités du secteur audiovisuel et de l'industrie créative. À cette occasion, le ministre de la Communication, Amadou Coulibaly, a salué cette initiative et a exhorté Netflix à investir dans le contenu local, mettant en avant le potentiel économique et culturel de la Côte d'Ivoire.

« Vous avez bien fait de venir en Côte d'Ivoire, parce que la Côte d'Ivoire is the place to be », a déclaré le ministre, soulignant l'intérêt croissant des grands groupes audiovisuels pour le marché africain. Il a rappelé que Netflix et Canal+ ont déjà entamé des investissements en Afrique, mais a insisté sur la nécessité d'intensifier ces efforts en Côte d'Ivoire, au profit des producteurs locaux.

Mohammed Al Kuraishi, responsable du développement commercial chez Netflix pour le Moyen-Orient et l'Afrique, a salué ce partenariat comme un élargissement stratégique de la présence de Netflix sur le continent. Il a réaffirmé l'engagement de la plateforme à travailler avec des partenaires africains pour développer du contenu régional.

L'experte média Paola Audrey Ndengue a souligné que ce partenariat pourrait stimuler la demande pour du contenu local, tout en mettant en lumière l'importance de la formation des talents et de la standardisation des productions, afin de répondre aux standards de Netflix.

Le réalisateur ivoirien Franck Vléhi a rappelé l'enjeu pour l'industrie : produire des œuvres francophones attractives, notamment ivoiriennes, qui répondent aux exigences du marché mondial. Il a insisté sur la nécessité d'un positionnement stratégique pour que les créateurs locaux puissent tirer pleinement parti de cette opportunité.

De son côté, Aziz Diallo, directeur général de Pay TV pour l'Afrique francophone, a indiqué que ce partenariat vise à offrir une expérience enrichie aux abonnés, combinant les catalogues de Netflix et DStv. Il a rappelé que Netflix, présent dans plus de 190 pays avec plus de 300 millions d'abonnés, a déjà investi dans des contenus africains au Nigeria et en Afrique du Sud.

Si aucun projet spécifique en Côte d'Ivoire n'a encore été confirmé, Aziz Diallo a souligné que la compréhension du marché local et de ses attentes sera déterminante pour convaincre Netflix d'y investir durablement.

Ce partenariat représente une opportunité majeure pour l'industrie cinématographique ivoirienne, en quête de visibilité et de structuration. Il pourrait marquer le début d'une nouvelle ère, propice à la création de contenus authentiques et compétitifs, capables de porter les voix africaines sur la scène internationale.

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)

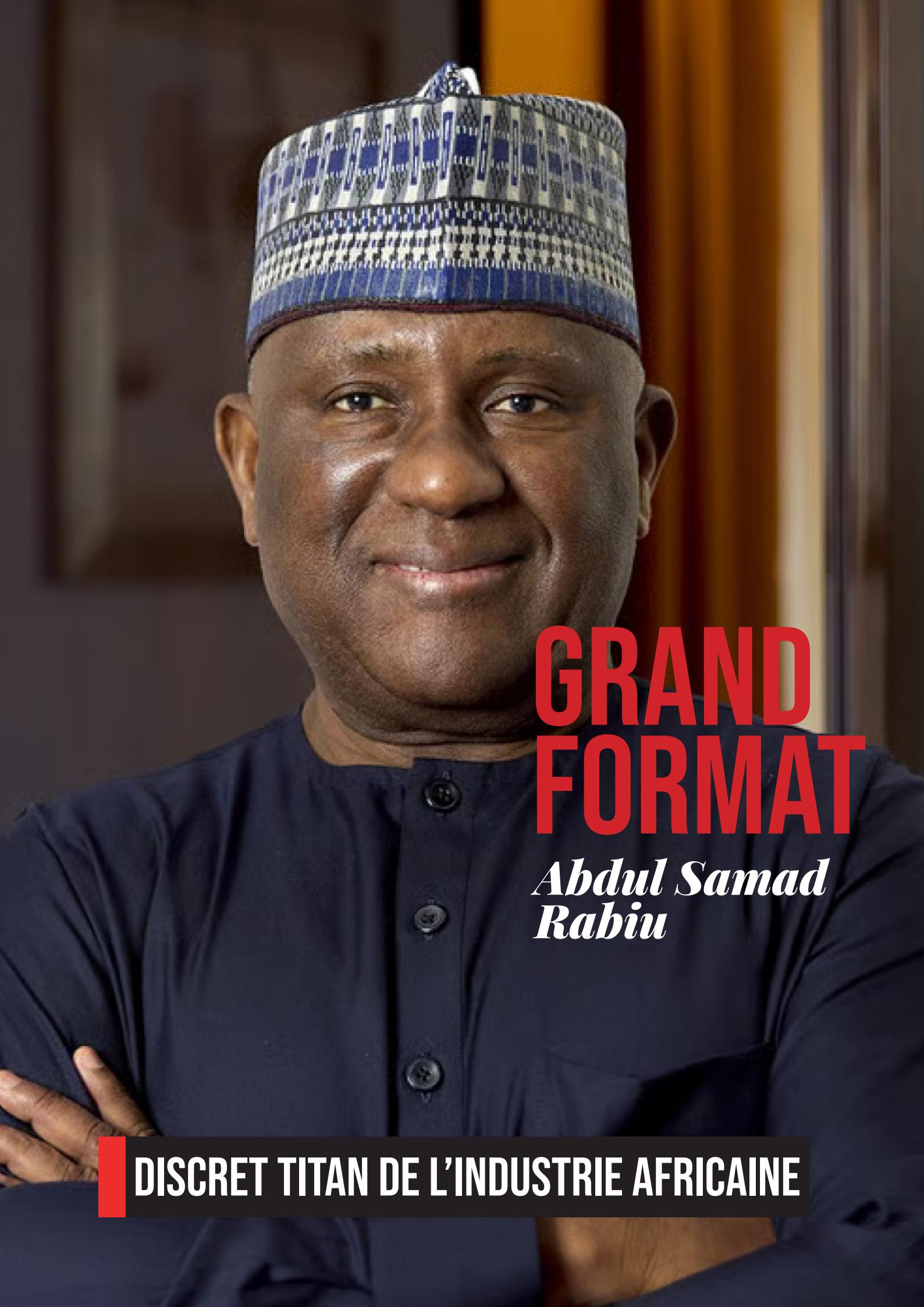


CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS
DIABÈTE, - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE-
MEDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PEDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS
07 10 78 14 06/27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION
RIVIERA PALMERAIE, ROSIERS PROGRAMME 2, BARRIÈRE 2

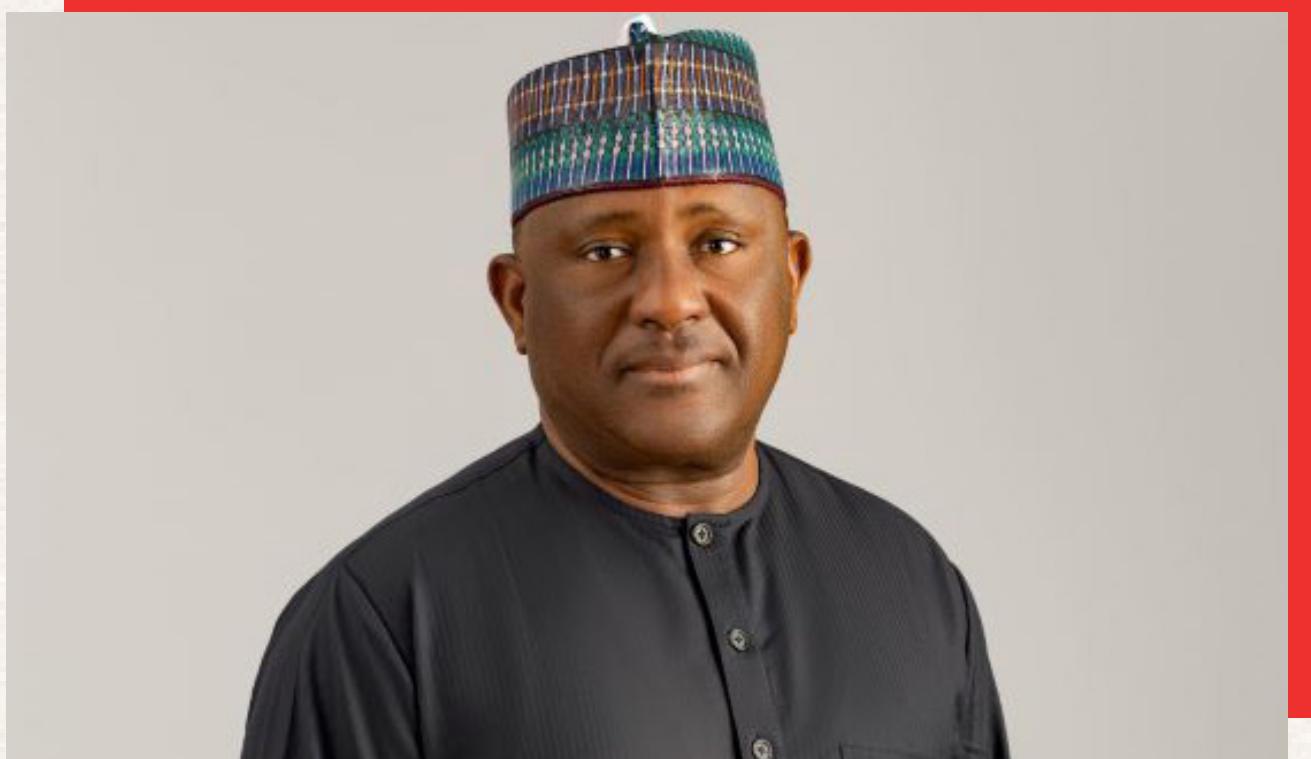


GRAND FORMAT

*Abdul Samad
Rabiu*

DISCRET TITAN DE L'INDUSTRIE AFRICAINE

Abdul Samad Rabiu, Discret titan de l'industrie africaine



Dans le paysage des affaires africaines, dominé par des figures aussi emblématiques que médiatiques, Abdul Samad Rabiu fait exception. Réservé, peu présent dans les médias, mais redoutablement stratégique, il incarne une autre manière de bâtir un empire : silencieusement mais solidement. À 64 ans, ce magnat nigérian, fondateur du groupe BUA, est aujourd'hui l'un des hommes les plus puissants du continent.

Longtemps resté dans l'ombre de son aîné et rival industriel Aliko Dangote, Rabiu s'est progressivement imposé comme un acteur central de l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest, notamment dans les secteurs du ciment, de la farine, du sucre, des ports et de l'énergie.

Mais au-delà de ses résultats financiers, c'est la cohérence de sa stratégie industrielle, son ancrage dans les territoires, sa capacité à structurer des chaînes de valeur entières, et plus récemment, ses investissements massifs dans la philanthropie, qui attirent l'attention. La montée en puissance du groupe BUA ces dix dernières années s'est faite à un rythme soutenu mais maîtrisé. Rabiu a su capitaliser sur les besoins fondamentaux du Nigeria —

infrastructures, matériaux de construction, transformation agro-industrielle — tout en diversifiant intelligemment ses actifs dans des domaines clés pour la souveraineté économique du pays.

En 2020, il a lancé l'ASR Africa Initiative, un fonds doté de 100 millions de dollars destiné à financer des projets dans l'éducation, la santé et la sécurité sur tout le continent. Une initiative peu tapageuse mais déjà significative, qui traduit une volonté d'inscrire son influence au-delà du monde des affaires, dans le champ du développement.

Aujourd'hui, alors que le Nigeria et l'Afrique sont à la croisée des chemins économiques, et que les appels à une industrialisation endogène se font plus pressants, Abdul Samad Rabiu apparaît comme une figure-clé de cette nouvelle génération de bâtisseurs africains. Moins dans la lumière que ses pairs, mais peut-être plus ancré dans la réalité économique.

C'est précisément ce contraste — entre influence silencieuse et puissance réelle — qui fait de lui un sujet incontournable, au moment où le continent redéfinit ses priorités et ses leaders économiques.

Origines & Héritage - De Kano à l'empire BUA



Abdul Samad Rabiu naît en 1960 à Kano, au nord du Nigeria, dans une famille déjà engagée dans le commerce. Son père, Khalifah Isyaku Rabiu, est l'un des grands noms du monde des affaires nigérian des années 1960-1970. Industriel et fervent musulman, ce patriarche fut à la fois homme d'affaires influent, érudit religieux et proche des cercles politiques de l'époque. À travers lui, Abdul Samad hérite non seulement d'un capital économique, mais surtout d'un ancrage social et religieux fort dans le nord du pays, région historiquement marquée par la domination des commerçants haoussas et la tradition islamique.

Jeune homme discret mais déterminé, Abdul Samad poursuit une partie de ses études aux États-Unis, à la Capital University dans l'Ohio, où il obtient un diplôme en économie. Mais très vite, il revient au Nigeria à la mort de son père, en 1984, pour reprendre les rênes de l'entreprise familiale. C'est là que commence véritablement son aventure entrepreneuriale. À ses débuts, il s'oriente vers l'import-export, en particulier de produits de base comme le riz, l'huile ou le fer, avant de comprendre que la clé du succès durable réside dans la production locale. Dès la fin des années 1980, il se positionne dans le secteur du ciment, puis diversifie progressivement ses activités vers le sucre raffiné, la farine, et plus tard les infrastructures logistiques.

C'est dans ce contexte qu'il fonde officiellement le groupe BUA (BUA Group), en 1988. L'entreprise démarre avec l'importation de produits alimentaires et de matériaux de construction, avant de prendre un tournant décisif dans les années 1990 grâce à un accord avec le gouvernement pour la fourniture de sucre à partir d'une raffinerie sous-utilisée de Lagos.

Ce contrat marque le véritable point de bascule du groupe : Rabiu passe d'un rôle d'importateur opportuniste à celui de capitaine d'industrie, avec une vision de plus en plus intégrée et nationale. Dans les décennies qui suivent, BUA deviendra l'un des rares conglomérats nigérians à développer des chaînes de valeur entièrement locales, de la production de matières premières à leur transformation industrielle.

Ce parcours, bâti sur un héritage familial solide mais aussi sur une capacité d'adaptation remarquable, fait de Rabiu un symbole de l'ascension des grands industriels africains post-indépendance : enracinés localement, connectés globalement, et porteurs d'une ambition continentale.

Le Groupe BUA - Diversification et intégration verticale



Au fil des décennies, BUA Group s'est imposé comme l'un des conglomérats les plus dynamiques et les plus stratégiquement intégrés du Nigeria, voire d'Afrique de l'Ouest. Présent dans des secteurs aussi variés que le ciment, le sucre, la farine, l'immobilier, l'énergie, les ports et plus récemment la pétrochimie, le groupe incarne pleinement la logique d'une intégration verticale au service de la souveraineté industrielle.

Ciment : le bras industriel dominant

Le fleuron du groupe est sans conteste BUA Cement, aujourd'hui deuxième producteur de ciment au Nigeria, derrière le géant Dangote Cement. Cotée à la Bourse de Lagos, l'entreprise pèse plusieurs milliards de dollars de capitalisation boursière. Avec des usines ultra-modernes situées à Obu (État d'Edo), Kalambaina (Sokoto) et Okpella, BUA Cement dispose d'une capacité installée dépassant 11 millions de tonnes par an, en pleine expansion. Ce succès repose sur une stratégie claire : produire localement à grande échelle,

contrôler l'approvisionnement en matières premières, et réduire la dépendance aux importations, dans un pays où la demande en matériaux de construction est exponentielle.

Agro-industrie : sucre, farine et autosuffisance

Dans le domaine agro-industriel, BUA est également un acteur de poids. L'entreprise exploite l'une des plus grandes raffineries de sucre d'Afrique de l'Ouest à Port Harcourt et poursuit des projets d'intégration dans la culture de canne à sucre. Dans le secteur de la farine, BUA détient plusieurs moulins répartis dans le pays, participant à la sécurité alimentaire nationale et à la réduction des importations de blé.

Logistique, énergie et infrastructures : la chaîne maîtrisée

L'un des atouts majeurs du groupe est sa capacité à maîtriser ses chaînes logistiques. BUA investit massivement dans la construction de terminaux portuaires privés, comme celui en cours à Port Harcourt, et détient des intérêts dans la gestion de plateformes portuaires, cruciales pour l'exportation de ciment, de sucre et, à terme, de produits pétrochimiques. Dans le secteur de l'énergie, le groupe a intégré la production d'électricité à usage industriel via des centrales thermiques dédiées à ses usines, renforçant son autonomie énergétique. Cette stratégie permet de sécuriser l'approvisionnement tout en réduisant les coûts, dans un pays où la disponibilité énergétique reste aléatoire.

Une vision industrielle assumée

Le groupe BUA se distingue par une vision industrielle long-termiste, basée sur des investissements massifs dans des infrastructures physiques, plutôt que sur une croissance par acquisitions. Entre 2020 et 2025, le groupe a investi plus de 3 milliards de dollars dans l'extension de ses capacités, dans un contexte parfois peu favorable aux grands projets industriels.

Défis et gestion des risques

Mais cette ascension n'est pas exempte de défis. Le risque de dépendance au marché nigérian, les fluctuations du naira, la volatilité des politiques fiscales, et les conflits concurrentiels – notamment avec Dangote sur certaines zones minières – sont autant d'obstacles à gérer.

Pour y faire face, Rabiu a opté pour une gouvernance prudente, des investissements autofinancés à grande échelle, et une stratégie de communication sobre mais

ferme vis-à-vis des autorités publiques. Son positionnement, souvent perçu comme moins politisé que celui d'autres grands industriels, contribue à préserver une image de neutralité économique stratégique.

Grâce à sa diversification bien pensée et à une intégration poussée, le groupe BUA est devenu un acteur-clé de la transformation structurelle du Nigeria. Il illustre le modèle d'une industrialisation endogène, portée non par les États mais par des entrepreneurs visionnaires.



Duel au sommet – Rabiu vs Dangote ?

Dans l'univers des affaires africaines, rares sont les figures aussi dominantes qu'Aliko Dangote. Depuis deux décennies, il est l'image même de la réussite entrepreneuriale nigériane. Pourtant, un autre titan a su se frayer un chemin vers les sommets : Abdul Samad Rabiu, fondateur du groupe BUA. Moins médiatisé, plus discret, mais tout aussi ambitieux, il incarne aujourd'hui une alternative crédible et stratégique à l'empire Dangote.

Deux styles, deux visions

Le contraste entre les deux hommes est saisissant. Dangote est expansif, omniprésent dans les forums économiques mondiaux, proche des élites politiques et largement associé à l'idée d'un capitalisme national volontariste. Il parle souvent au nom du Nigeria et s'affiche comme un moteur de l'intégration continentale.

Rabiu, en revanche, cultive une image de stratège réservé. Très peu d'apparitions publiques, une communication institutionnelle sobre, peu de liens affichés avec la sphère politique. Il préfère laisser parler ses

investissements et ses résultats. Là où Dangote est un bâtisseur visible, Rabiu est un architecte de l'ombre, mais tout aussi efficace.

Ciment : la rivalité industrielle par excellence

C'est dans le secteur du ciment que la rivalité est la plus tangible. Dangote Cement, avec une capacité installée de plus de 50 millions de tonnes sur le continent, reste le leader incontesté. Mais BUA Cement, avec plus de 11 millions de tonnes, s'impose comme le seul concurrent crédible au Nigeria, avec des ambitions d'expansion rapide. Entre 2021 et 2025, BUA Cement a doublé sa capacité, tout en pratiquant des prix légèrement inférieurs à ceux de Dangote dans certaines régions du Nord et du Centre.

Cette concurrence n'a rien d'anecdotique : elle a contribué à stabiliser les prix du ciment dans certaines zones, obligeant Dangote à revoir ses marges. Une dynamique de coopération s'est installée : compétition commerciale, mais intérêts communs face aux politiques publiques, à la fiscalité, ou aux enjeux logistiques.

Infrastructures & logistique : guerre d'influence portuaire

Sur les infrastructures, la compétition est plus indirecte, mais tout aussi structurante. Les deux groupes investissent massivement dans les ports, terminaux privés, pipelines et routes pour contrôler leur chaîne logistique.

Ce duel logistique est stratégique : il conditionne leur capacité à exporter, à sécuriser leurs approvisionnements, et à réduire leur dépendance aux ports publics saturés comme Apapa ou Tin Can Island. Dans cette course, chacun construit un écosystème industriel fermé, mais potentiellement interopérable à long terme.

Marchés régionaux : deux approches de l'expansion africaine

Sur le plan régional, Dangote a adopté une stratégie offensive : usines de ciment au Ghana, au Sénégal, en Tanzanie, en Éthiopie... avec une ambition de couverture continentale. Rabiu, pour sa part, consolide d'abord son ancrage nigérian tout en préparant méthodiquement ses extensions.

Ce choix reflète deux philosophies : Dangote cherche la domination continentale par la masse, Rabiu vise la robustesse avant l'expansion, avec une forte attention à la rentabilité locale.

Rabiu, l'alternative silencieuse ?

Au Nigeria, cette rivalité est suivie avec intérêt. Dans les cercles économiques, Rabiu est perçu comme un contrepoids salutaire à l'hégémonie Dangote. Dans l'opinion publique, il incarne une figure moins controversée, moins politisée, presque « plus nationale » dans certaines régions du Nord.

Son ascension est d'autant plus remarquée qu'il n'a jamais été dans l'ombre de Dangote — il a toujours évolué en parallèle, construisant un conglomérat capable de tenir tête, sans bruit mais avec solidité.

Si Dangote reste le visage international du capitalisme nigérian, Rabiu en est peut-être la conscience intérieure : méthodique, ancré, silencieux... mais déterminé à bâtir durablement. Ce duel, bien que feutré, structure désormais l'industrialisation du Nigeria.

Vision & philanthropie – L'autre face de Rabiu



Si Abdul Samad Rabiu est d'abord connu comme un titan de l'industrie nigériane, son action dépasse de plus en plus le monde des affaires pour s'inscrire dans une logique d'impact social structurant. Fidèle à sa discréetion naturelle, il a pourtant mis en place l'un des fonds philanthropiques les plus ambitieux du continent : l'Abdul Samad Rabiu Africa Initiative (ASR Africa). À travers

cette fondation, il déploie une vision du développement fondée sur l'autonomie, la durabilité et l'élévation collective. ASR Africa a été dotée d'un fonds initial de 100 millions de dollars, destiné à soutenir trois piliers essentiels du développement en Afrique : l'éducation, la santé et le développement social.



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS

- Diabète
- Troubles métaboliques
- Nutrition clinique
- Médecine générale
- Gynécologie
- Pédiatrie
- Laboratoire



Contacts
07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60 / cdna.medical@gmail.com

localisation
Riviera palmeraie, rosiers programme 2, barrière 2

Une approche de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) assumée

Au sein même du groupe BUA, la RSE est intégrée à la stratégie d'entreprise. Les projets industriels du groupe sont souvent accompagnés de programmes d'électrification rurale, de création d'écoles de proximité, de points d'eau potable, ou de développement d'infrastructures communautaires dans les zones où il opère. Cette approche permet non seulement de limiter les conflits sociaux, mais surtout de renforcer l'acceptabilité locale de ses investissements.

À travers ces engagements, Rabiu cultive une image d'homme d'affaires à la fois engagé, accessible et bienveillant, très respecté dans les milieux traditionnels et religieux, notamment dans le nord du Nigeria.

Influence feutrée, impact réel

Sur le plan politique, Abdul Samad Rabiu garde un profil volontairement bas. Contrairement à d'autres milliardaires nigérians étroitement liés aux régimes successifs, il évite les prises de position publiques, les alliances partisanes ou les discours politisés. Pourtant, son influence est bien réelle, notamment à travers sa capacité à dialoguer avec les gouverneurs, à impulser des projets régionaux, et à créer de la valeur dans des zones souvent négligées par l'État.

Cette posture de «businessman au service du développement», ni opposant, ni courtisan, lui confère une crédibilité rare, y compris auprès des bailleurs internationaux et des institutions multilatérales, qui voient en lui un acteur clé du secteur privé africain responsable.



Conclusion - Une Afrique industrielle se dessine, et Rabiu en est un pilier

Dans un continent longtemps perçu comme un réservoir de matières premières, Abdul Samad Rabiu incarne une nouvelle ère : celle d'une Afrique qui transforme, bâtit et exporte de la valeur. En quelques décennies, ce discret entrepreneur a su s'imposer comme l'un des architectes clés de l'industrialisation africaine, en misant sur une logique de production locale, d'intégration logistique et de vision régionale.

Son parcours – de Kano à la tête d'un conglomérat aux ramifications continentales – illustre ce que peut accomplir une ambition patiente, méthodique et enracinée. Loin des excès de visibilité, Rabiu construit pierre par pierre une puissance industrielle qui n'a rien à envier à ses homologues mondiaux. Il ne

cherche pas à dominer la scène publique : il préfère faire bouger les lignes depuis l'atelier, depuis l'usine, depuis le terrain.

À l'heure où le Nigeria et l'Afrique cherchent des modèles de croissance moins dépendants des ressources brutes, Rabiu offre une trajectoire alternative, fondée sur la transformation locale, la structuration des chaînes de valeur, et une responsabilité sociale assumée. Sa fondation, ASR Africa, en est le prolongement naturel : investir dans l'humain avec la même rigueur qu'il investit dans l'acier ou le ciment. Dans cette Afrique en transition, où l'émergence économique se joue autant dans les corridors logistiques que dans les salles de classe, Abdul Samad Rabiu ne fait pas de bruit. Il construit. Et c'est peut-être cela, la marque des véritables bâtisseurs.



Un cabinet de conseil engagé
dans la transformation durable



En savoir plus : infos@athari-as.com

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU

LE BUDGET D'UNE PME : OUTIL DE CONTROLE OU DE VISION ?



Sortir du réflexe comptable pour piloter la stratégie

Dans de nombreuses PME ivoiriennes, le budget est encore perçu comme un document administratif ou un simple exercice de prévision chiffrée destiné au comptable ou à un partenaire bancaire. Il est souvent conçu à la hâte, en fin d'année, sans lien véritable avec la stratégie de l'entreprise, et rarement utilisé en cours d'exercice. Or, bien pensé, un budget ne se limite pas à contrôler les dépenses : il devient un outil de pilotage stratégique, de projection, et d'alignement des ressources sur les priorités. À condition de revoir son approche.

Un outil de contrôle : oui, mais pas seulement

Le budget a d'abord une fonction traditionnelle de contrôle. Il permet de fixer des plafonds de dépenses, de vérifier que l'entreprise respecte ses capacités financières, et de détecter les écarts entre prévisions et

réalisations. Dans un environnement où la trésorerie est souvent tendue, ce rôle est essentiel. Il protège l'entreprise des dérives, encadre les engagements, et responsabilise les managers. Mais cette dimension purement défensive, bien qu'importante, est insuffisante dans une logique de croissance.

Un budget peut (et doit) porter une vision

Un budget bien construit est avant tout l'expression chiffrée d'une stratégie. Il traduit en chiffres les priorités de l'année à venir : développement commercial, lancement de nouveaux produits, renforcement des équipes, investissements en équipements, digitalisation, expansion géographique... Il permet de se projeter, de faire des choix, d'allouer les ressources de manière cohérente avec les ambitions. Il pose la question fondamentale : à quoi voulons-nous consacrer notre énergie et notre argent cette année ? En ce sens, le budget devient un levier de

Construire un budget stratégique : par où commencer ?

Il ne s'agit pas de projeter les chiffres de l'an passé en ajoutant 10 %. Il faut partir des objectifs stratégiques de l'entreprise, puis les traduire en besoins opérationnels. Par exemple, si une PME veut doubler sa présence commerciale en région, elle devra budgétiser des recrutements, des déplacements, de la communication. Si elle souhaite améliorer sa qualité de service, cela peut impliquer des formations, des outils, ou une restructuration interne. Le budget doit donc être pensé en lien avec les axes de développement, et non comme un exercice parallèle.

Le budget comme outil d'alignement managérial

Dans une PME en structuration, le budget est aussi un puissant outil d'alignement. Il clarifie les arbitrages, fixe les priorités, et engage les responsables autour d'objectifs mesurables. Trop souvent, les collaborateurs n'ont aucune visibilité sur les intentions financières de l'entreprise. En partageant le budget (même de manière simplifiée), le dirigeant favorise une culture de la responsabilité, du résultat, et de la transparence. Chacun comprend mieux les contraintes collectives et la logique des décisions prises.

Et si le budget devenait un outil d'agilité ?

Dans les marchés africains, marqués par l'incertitude et les changements rapides, certains dirigeants hésitent à faire un budget détaillé, par crainte qu'il ne tienne pas. Pourtant, ce sont précisément ces contextes mouvants qui rendent un pilotage budgétaire agile indispensable. Il ne s'agit pas de figer les chiffres, mais de créer un cadre évolutif, avec des revues régulières (trimestrielles, par exemple) permettant d'ajuster les choix en fonction des réalités du terrain. Ce suivi donne du rythme à l'action et renforce la réactivité.

Le budget ne doit plus être vu comme un simple thermomètre financier, ni comme un fardeau administratif. Il est un outil de leadership, de projection, de management. Lorsqu'il est connecté à la stratégie, partagé avec les équipes et utilisé comme un instrument vivant, il devient un vrai levier de performance. Chez Athari Advisors, nous aidons les PME à faire de leur budget un outil de transformation, au service non seulement du contrôle, mais surtout de la vision.



Pour plus d'informations et pour vous inscrire, consultez le site officiel :

www.athari-as.com/skillsboost

SOCIÉTÉ

Société

Athlétisme : Ruth Chepngetich suspendue pour dopage – un coup dur pour la marathonienne kényane



L'Athletics Integrity Unit (AIU), l'organisme indépendant chargé de la lutte contre le dopage en athlétisme, a annoncé le 17 juillet 2025 la suspension provisoire de la marathonienne kényane Ruth Chepngetich, suite à un contrôle positif à l'hydrochlorothiazide (HCTZ), un diurétique interdit.

Selon l'AIU, un échantillon prélevé sur l'athlète le 14 mars 2025 a révélé une concentration de 3 800 ng/mL d'hydrochlorothiazide, soit près de 190 fois le seuil autorisé de 20 ng/mL fixé par l'Agence mondiale antidopage (AMA). Informée du résultat le 3 avril, l'AIU a interrogé Chepngetich le 16 avril. À cette occasion, elle avait accepté de se soumettre à une suspension provisoire volontaire.

Cependant, l'AIU a ensuite pris la décision d'imposer sa propre suspension provisoire, en attendant les suites de la procédure disciplinaire. Ruth Chepngetich conserve le droit de présenter sa défense devant un tribunal compétent, conformément aux règles en vigueur.

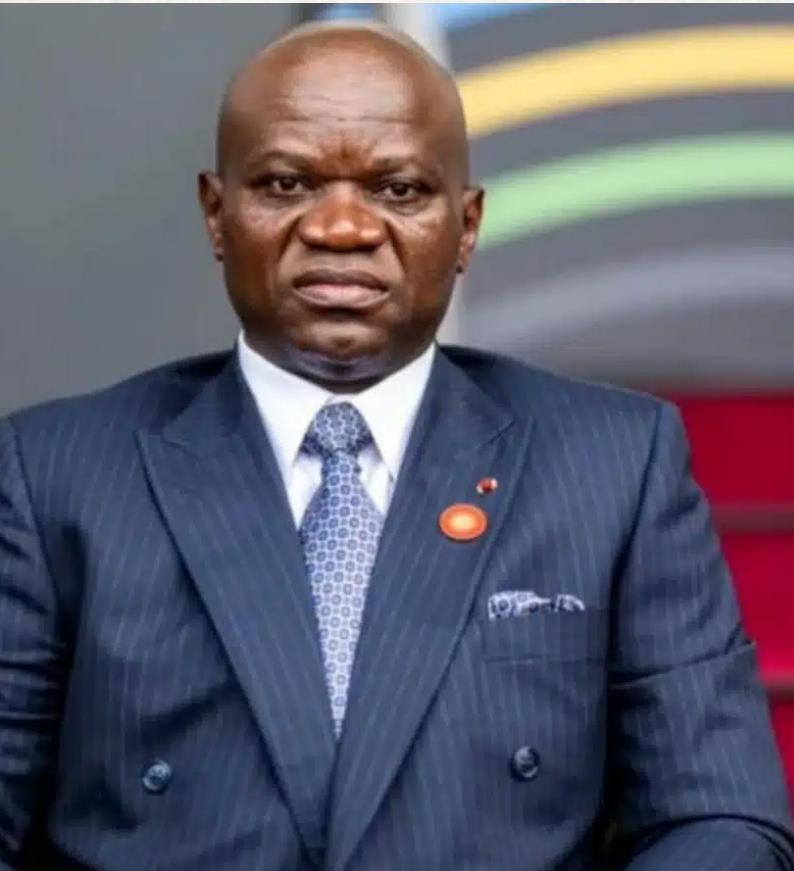
L'hydrochlorothiazide figure sur la liste des substances interdites du Code mondial antidopage, dans la classe S5. Bien qu'il ne soit pas un agent dopant en soi, il est considéré comme un agent masquant, susceptible de dissimuler la présence d'autres substances interdites, ce qui justifie son interdiction.

Championne du monde du marathon en 2019 et détentrice du record du monde établi en octobre 2024 en 2h09'56», Ruth Chepngetich est l'une des figures majeures du marathon féminin. Elle n'a pas couru en compétition depuis mars 2025, et cette suspension représente un sérieux coup d'arrêt à sa carrière, à moins d'un retournement favorable dans la procédure à venir.

L'AIU précise que, pour une infraction de cette nature, la sanction standard encourue est de deux ans d'inéligibilité. Cette affaire relance les débats sur la persistance du dopage dans l'athlétisme d'élite et sur la vigilance nécessaire des instances de régulation pour préserver l'intégrité du sport.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Lors d'un déplacement à Washington, à l'occasion d'un dîner d'affaires à la Maison Blanche, le président gabonais Brice Oligui Nguema a annoncé une décision majeure concernant la politique de bourses d'études de l'État. À partir de 2026, le Gabon mettra fin au financement des études supérieures à destination des États-Unis et du Canada.

Le chef de l'État a justifié cette mesure en soulignant le coût élevé des études dans ces pays et le faible taux de retour des bénéficiaires. « Les études coûtent cher, et ceux qui viennent ici ne reviennent jamais », a-t-il déclaré, remettant en question la pertinence d'un investissement public dans des parcours qui profitent, à terme, à d'autres nations. Cependant, le président n'a pas exclu totalement le soutien à la formation à l'étranger. Il a précisé que les financements seront réorientés vers des pays africains tels que le Sénégal, le Ghana ou le Maroc, où les étudiants gabonais seraient, selon lui, plus enclins à revenir au pays après leurs études. « Au moins, on sait qu'ils vont revenir », a-t-il ajouté.

Brice Oligui Nguema a également reconnu que le manque d'opportunités économiques au Gabon constitue une incitation majeure à l'émigration des diplômés. « Ils préfèrent rester ici parce que ça paye mieux. C'est l'instinct de l'homme : il veut vivre là où il est mieux rémunéré », a-t-il expliqué.

La fuite des cerveaux reste une problématique structurelle au Gabon. En 2024, l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur avait déjà pointé du doigt le manque d'attractivité des universités et grandes écoles nationales, facteur aggravant de ce phénomène.

La décision du président Nguema relance le débat sur l'avenir de la jeunesse gabonaise, sur les priorités d'investissement éducatif de l'État, mais aussi sur les réformes nécessaires pour rendre le pays plus attractif pour ses propres talents. Des interrogations demeurent quant à la capacité du Gabon à offrir, à court terme, des conditions d'études et d'insertion professionnelle à la hauteur des aspirations de ses jeunes.

Société

Gabon : Brice Oligui Nguema annonce la fin des bourses d'études pour les États-Unis et le Canada dès 2026 – les raisons évoquées

**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil engagé dans la transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

 (+33) 7 55 89 00 81

 (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com